Communistes

www.PCF.fr

Industrie/services publics

Les communistes à l'initiative (pp. 3-4)

Vidéo

Pas de peuple sans nation et pas de nation sans peuple

Toulouse : Assemblée des femmes (p. 5)

3 %

Le Président Macron vient de dénoncer la règle des 3 % de déficit public dans une interview au *Financial Times*, affirmant que « ce cadre financier et monétaire dans lequel nous vivons est caduc ». Bien, mais c'est pourtant au nom de ces fameux 3 % que lui et les siens nous infligent depuis des décennies budgets d'austérité sur budgets d'austérité. Il paraît que le Président serait tenté d'organiser un référendum mais il ne trouverait pas de thème. Alors une suggestion : qu'il organise un référendum sur Maastricht, 30 ans plus tard. Et le peuple réglerait vite fait cette question des 3 %.✪

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : ..... €

« Donnez au PCF les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons ‹ lmons@pcf.fr ›

À partir du 17 février : La section d'Hendaye-St-Jean-de-Luz organise, en collaboration avec l'association Les amies et amis de la Commune de Paris, une exposition sur la Commune de Paris 1871 avec focus sur les femmes et la Commune, visible jusqu'au 1er mars. Vernissage: 17 février à 18 h, conférence par Francis Pia le samedi 22 à 18 h. Halles Gaztelu, Hendaye (64)

28 février, à partir de 18h30 : Dans le cadre de la mobilisation pour le droit au logement pour tous, la liste « La Ciotat nous rassemble » et la section La Ciotat coorganisent un débat sur le thème « Airbnb menace-t-il le droit au logement à La Ciotat ? » En présence de Victor Collet, sociologue, Sylvie Vinceneux, responsable nationale de la commission Logement, les conseillers municipaux Karim Ghendouf et Mariann Chrétien. Cercle de La Renaissance, La Ciotat (13)

1er mars, à partir de 15 h : Le PCF Villeurbanne organise sa fête de section avec un débat sur le thème de L'éducation comme facteur d'intégration, et la participation de Sigrid Gérardin (ex-secrétaire générale du SNUEP-FSU) et Léna Arthaud (professeure des école, conseillère métropolitaine). Suivi d'un concert de musique cubaine, DJ, stands associatifs, etc. Centre culturel et de la Vie associative, Villeurbanne (69)

15 mars, à partir de 15 h : La section de Saintes et la fédération de Charente-Maritime organisent une réunion publique en soutien au peuple palestinien et pour une paix juste et durable garantissant les droits et libertés de tous. Intervenants : Charlotte Blandiot Faride, présidente de l'AJFP (Association pour le jumelage entre les villes françaises et les camps palestiniens ; Sonia Fayman, porte-parole de l'UJFP (Union juive française pour la paix) ; Michel Renaud, président de l'AFPS 17 (association France Palestine solidarité) ; Audrey Charifi Alaoui, adjointe aux relations et coopérations internationales à la mairie de Mitry-Mory. Salle municipale, Bussac-sur-Charente (17)

15 mars, à partir de 19 h : Banquet de la section du Parisis : buffet, soirée dansante et tombola. Contact et inscriptions : pcf.parisis95@gmail.com / 06 64 67 77 15 / 06 28 33 30 51. En présence d'Emmanuel Maurel, député de la 3e circonscription, et Pierre Barros, sénateur du Val-d'Oise. Salle polyvalente, Pierrelaye (95)

15 mars : Dans le cadre du festival Le Printemps des droits humains, le journal *Le Travailleur de Lot et Garonne* organise la projection du film documentaire Manouchian et ceux de l'Affiche rouge, suivie d'un débat avec Gérard Streiff et l'exposition Hommage aux Manouchian. Cinéma Les Montreurs d'Images, Agen (47)

26 avril : Le PCF Arlysère organise la Fête du muguet de son journal *Liberté* dans la salle des Fêtes de La Bâthie avec réunion politique de 11 h à 12 h suivie d'un apéritif et d'un repas dansant qui regroupe chaque année plus de 150 convives.

L'industrie : un combat pour le pays et pour le parti

Avec la campagne nationale sur les services publics et l'industrie, l'occasion est donnée de reprendre des gestes d'organisation qui se sont parfois perdus au fil du temps, noyés dans le *quotidien* et *les affaires courantes*. Et les enjeux sont grands.

Prenons l'exemple de l'acier. D'abord, il n'y a plus de doute quant à la volonté d'ArcelorMittal de se désengager du pays. Il use d'arguments entièrement mensongers pour justifier sa stratégie, mais il peut compter sur la quasi-totalité des médias pour les relayer. « Surcapacités », « ogre chinois », « coûts de l'énergie », « baisse de la demande dans les années à venir » ; autant d'éléments de langages massivement diffusés et pourtant parfaitement démentis par les chiffres. Et les faits sont têtus.

L'une des tâches des militants communistes reste de mener cette bataille idéologique. De marteler que, si demain la France venait à ne plus produire d'acier, c'est à cause des groupes qui ne répondent qu'aux injonctions financières et qui se moquent bien de produire de l'acier tant que tombent les profits, mais aussi à cause d'un État soumis à ces intérêts.

C'est en multipliant les discussions avec les travailleurs et les syndicats que l'on arrive à dénouer le vrai du faux, à taper avec justesse et à convaincre que nous sommes la force politique de référence sur le sujet. La fédération du Pas-de-Calais s'est dotée depuis des années d'un 4-pages, le *Travailleurs 62*, destiné aux travailleurs de l'industrie. Distribué par milliers chaque trimestre, cet outil permet non seulement de mobiliser le Parti sur cette question prioritaire de l'industrie, mais aussi de nouer des liens durables avec les syndicats. Un travail de longue haleine qui, au bout, permet de « saisir la balle au bond » dès qu'une situation s'aggrave dans une entreprise ou dans un secteur, sans avoir à « courir derrière l'actualité ».

C'est un travail de dentelle que demande cette nouvelle bataille sur l'industrie.

Hervé Poly
membre du CEN

Le transport ferroviaire, un outil indispensable à l'aménagement du territoire

Depuis des années, les politiques successives ont conduit à la casse du ferroviaire et des services publics sur l'ensemble de nos territoires. Il est aujourd'hui urgent de mener une autre politique en matière de mobilités permettant la reconquête du rail, moyen de transport sûr, écono-

mique, écologique et d'avenir. Nous, communistes, sommes mobilisés et bien décidés à porter ces combats pluralistes car ils dépassent le seul cadre des mobilités et sont un enjeu essentiel dans le développement des territoires ruraux et de l'ensemble des services publics de proximité.

Le retour du train de nuit Aurillac-Paris (20 ans après sa suppression). Cette décision gouvernementale est le résultat des multiples et diverses batailles menées, sans relâche, par les usagers/citoyens et leurs associations, par les cheminots et leur syndicat CGT en particulier, par les élus territoriaux, avec une implication forte des militants et élus communistes cantaliens. Malgré les nombreux dysfonctionnements, les communistes se félicitent de cette remise en circulation quotidienne du train de nuit (à partir de juillet prochain) ; mais pour gagner en attractivité et, à terme, le pérenniser, il est indispensable d'améliorer les conditions de transport : horaires et correspondances adaptées, matériel moderne et fiable, desserte nord Cantal…

Les communistes participent activement à toutes les initiatives pour la défense, la modernisation et la promotion du rail. Les nécessaires et importants efforts en investissements (travaux, matériels…) sur les grands axes Clermont-Paris et Limoges-Paris (moins de 3 h) doivent se traduire dans nos territoires par des améliorations conséquentes de l'offre TER vers ces métropoles régionales et placer le Cantal à près de 5 h de la capitale. Une révolution dans les mobilités locales.

Concernant le transport Fret, la totalité de l'économie cantalienne est alimentée par le seul transport routier (depuis début des années 1990 = zéro tonne de fret par train = pauvre planète) alors que de nombreuses propositions sont formulées, à divers niveaux : transport des déchets CABA, projet de création d'entreprise Laroquebrou, plateforme fret en zone périphérique Aurillac, ligne Béziers-Clermont (Arcelor + axe fret européen nord/sud).

Les cheminots sont de véritables professionnels du rail, très attachés au service public ferroviaire. En interne ils subissent de plein fouet les contraintes et attaques des politiques décidées au plus haut niveau. L'ouverture à la concurrence des TER, votée par les élus de la majorité régionale AURA et à laquelle les communistes se sont opposés, pour la totalité de l'ex-région Auvergne est un coup de massue supplémentaire. Pour les communistes, cette décision ne peut servir qu'à amplifier les déséquilibres, tant en interne qu'en externe, de notre grande région AURA et créer encore plus d'inégalités en terme de mobilité dans nos territoires.

Il est urgent de remettre le service public des transports ferroviaires sur les bons rails. Face aux demandes et besoins croissants de mobilités, en particulier ferroviaires (TER, TET, TGV) les communistes cantaliens sont engagés résolument dans une logique d'ensemble et de progrès pour laquelle seul un service public ferroviaire intégré autour d'une entreprise SNCF nationale réunifiée, disposant de moyens humains, matériels et financiers adaptés aux enjeux sociétaux, écologiques, économiques et sociaux, nous semble être en capacité de répondre à un essor du transport par rail, y compris dans notre département.

Notre slogan «Cantal, ton train est vital» est encore et toujours d'actualité.✪

Aurélie Demoulin
PCF Cantal

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : ..... €

« Donnez au PCF les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF :
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Première Assemblée des femmes communistes en Haute-Garonne

Le 1er février, en cohérence avec nos textes de congrès, la fédération de Haute-Garonne a organisé sa première Assemblée des femmes. À l'ordre du jour : compte rendu de l'Assemblée des femmes à Paris, présentation de la campagne monoparentalité, état de la féminisation de notre fédération (partiel puisque les fichiers ne sont pas à jour) et préparation du 8 Mars.

Le jour j

Micro branché, ordre du jour et temps bien maîtrisé, les premières propositions voient le jour : se procurer des violentomètres à distribuer, mettre à l'ordre du jour les sujets liés aux droits des femmes dans nos réunions, alléger le tract sur le statut de famille monoparentale, identifier les lieux de distributions les plus féminisés, organiser un débat sur le féminisme lors de notre fête départementale.

Après une courte pause, les échanges reprennent et cette fois sur la féminisation de notre fédération où seules 36,8 % des adhérents sont des femmes. Nos instances sont encore loin de la parité : le conseil départemental (CD) l'est, mais avec un taux d'absentéisme féminin plus important. Notre exécutif n'est plus paritaire depuis un an, seules 4 secrétaires de section sur 20 sont des femmes. Des premières mesures ont été prises : chronométrer les temps de parole dans nos réunions. À titre d'exemple, lors de notre dernière AG, 34 % de femmes présentes, et 80 % du temps de parole a été occupé par des hommes. La prochaine étape est de limiter à 3 minutes le temps d'intervention : lors de notre dernière AG, les hommes ont parlé en moyenne 7 mn, soit le temps maximal d'intervention des femmes dans cette même réunion.

Enfin, pour continuer sur cette dynamique, un collectif de travail est constitué et ouvert à tous les adhérents. La première réunion de ce collectif a donné lieu à un atelier de couture de foulards violets et de préparation de portraits de femmes pour la manifestation du 8 Mars. Pour fin mars, nous travaillons à un atelier prise de parole via la lecture de textes féministes. Pour fin septembre, nous envisageons un ciné-débat sur l'avortement.

Quelques hostilités sur la forme :

Pour les camarades inquiets du format, rassurez-vous ces réunions non-mixtes ne sont pas décisionnaires (toutes les propositions ont été soumises au CD), elles n'empêchent pas les hommes de s'investir sur ces sujets, le collectif de travail est ouvert à tous.

Il faut voir cette réunion « non-mixte » comme un temps d'échanges qui permet à nos camarades de s'exprimer plus aisément (28 femmes sur 30 ont pris au moins une fois la parole lors de cette initiative).

Quant à l'argument que le PCF se laisse influencer par le féminisme intersectionnel et que nous allons nous retrouver à classer les camarades selon leur sexe, leur âge, leur couleur de peau, etc., nous le faisons déjà ! Les jeunes à la JC, les plus anciens aux Vétérans, les étudiants à l'UEC. À une autre époque, nous avions bien créé les FTP-MOI, l'Union des jeunesses agricoles. Finalement, rien de neuf !✪

Roséane Auguenois

Il était une fois le colonel Fabien

Une série historique de Gérard Pellois (épisode 5)

Les forces de l'Axe – Allemagne, Italie, Japon – sont en guerre sur tous les fronts : en Russie, en Afrique, dans le Pacifique, et l'Allemagne occupe une grande partie des territoires européens.

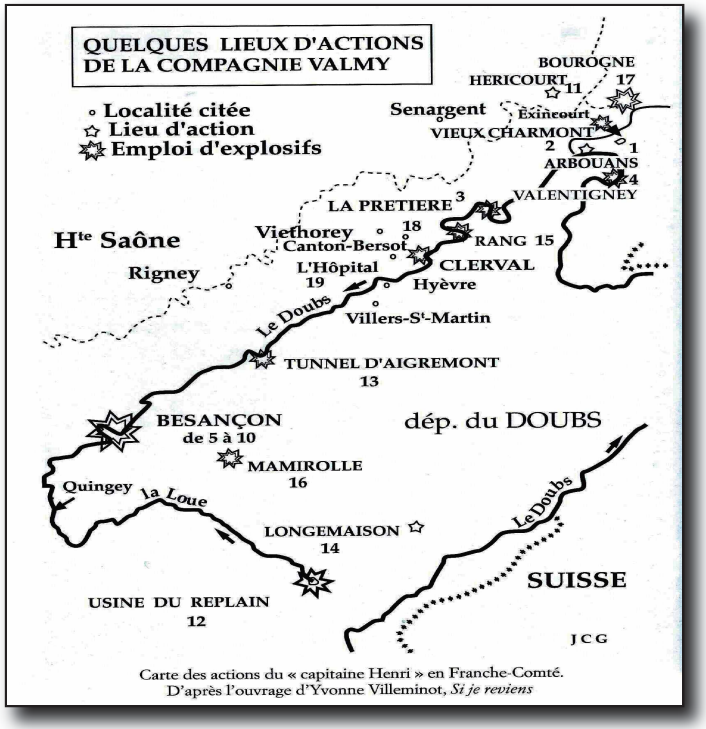
En France, la pression se fait de plus en plus grande contre l'occupant. La répression également, arrestations, internements, exécutions en nombre ne parviennent pas à arrêter les FTP. Faute de mettre la main sur « Frédo », son père Félix, sa sœur Denise avec son mari sont désignés comme otages. Son père et son beau-frère seront fusillés, le 11 août 1942. Denise sera internée au Fort de Romainville.

Le PCF organise sa force militaire autour de l'OS, des Bataillons de la jeunesse et de la MOI (Main-d'œuvre immigrée), qui deviennent les FTPF en avril 1942. Le but est de maintenir un climat d'insécurité pour les forces d'occupation et les collabos et de libérer le pays. Plusieurs détachements de combattants aguerris partent pour Bordeaux, Rouen, Nantes, Nord-Pas-de-Calais…

La direction des FTP envoie Frédo dans l'Est. En avril, il arrive à Clerval (25) où il est hébergé chez Villeminot, marchand de vins. Ils mettent en place le premier maquis de France et montent « la compagnie Valmy », environ 25 hommes, en deux détachements, l'un de « légaux », l'autre des « volants » ; les légaux sont des patriotes qui ont un travail pour couverture. Quatre prisonniers de guerre soviétiques évadés les rejoignent, l'un d'eux trahira. Frédo devient le « capitaine Henri ».

En l'espace de quelques mois les coups de mains se multiplient, souvent avec les moyens du bord, déraillements de trains, vol de tickets d'alimentation, centrales électriques, écluses, vols d'armes et de munitions…

La nuit du 13 au 14 juillet ils font sauter le transformateur de l'usine LIP qui fabriquait des altimètres pour l'aviation. Le 22 septembre, jour anniversaire de la bataille de Valmy, ils font sauter un train de permissionnaires allemands. La Gestapo, la gendarmerie et les collabos commencent à s'inquiéter. Le groupe est recherché activement et la présence d'« Henri » est connue. Une prime de 100 000 francs est prévue pour les délateurs.



Carte des actions du « capitaine Henri » en Franche-Comté.
D'après l'ouvrage d'Yvonne Villeminot, *Si je reviens*

Image tirée du livre «Le colonel Fabien était mon père» de Monique Georges

Le 15 octobre 1942, Villeminot est arrêté et tabassé, il ne parle pas. Le 17, cinq autres hommes sont arrêtés. « Henri » est à Seloncourt (25) où il installe une imprimerie. Le 18, apprenant l'arrestation de Villeminot, « Henri » se rend au « Creux de l'Alouette », à Voillans (25), avec quatre de ses camarades.

Le 25, alors qu'ils font sécher leurs vêtements auprès d'un feu, cinq gendarmes armés, accompagnés du délateur, ouvrent le feu immédiatement, quatre patriotes sont touchés, dont « Henri », la balle est entrée sous la tempe droite et ressortie sous l'œil gauche, un seul n'est pas blessé, trois gendarmes sont occupés à le maîtriser. C'est le moment ! « Henri » réussit à s'enfuir ainsi que deux autres également blessés qui ne pourront suivre.

Les autorités nazies sont vites informées, les recherches s'activent. « Henri » est en slip, sans arme, sans papiers et en sang. Il traverse le Doubs à la nage, un paysan lui donne des vêtements. Sept kilomètres plus loin, il s'installe dans une porcherie, et y reste trois jours. Le propriétaire ne le dénoncera pas. Une chaîne s'organise qui réussit à lui faire passer tous les barrages et à faire également passer Andrée. Courant novembre ils sont à Paris, traqués, sans papiers, sans argent.✪

Immigration, identité nationale

Stop aux mensonges et à la xénophobie

Depuis quelques semaines, le trio Bayrou, Darmanin, Retailleau s'est lancé dans une surenchère réactionnaire autour de l'immigration et de l'identité nationale. La majorité présidentielle surmédiatise ces questions volontairement pour faire oublier les choix budgétaires qui vont avoir des conséquences désastreuses pour le pays, les travailleuses, les travailleurs et la jeunesse.

La propagande de droite et d'extrême droite sur l'immigration empêche tout débat rationnel sur le sujet. Les chiffres sont pourtant formels : il y a en France 5,6 millions d'étrangers, soit 8 % de la population. Les principaux titres de séjour délivrés le sont aux étudiants étrangers, fruit du rayonnement de nos universités françaises. Une réalité très éloignée des idées reçues.

La France doit d'ailleurs s'interroger sur son incapacité à faire rester des étudiants, de nationalité française ou pas, dont la nation a payé la formation, et qui partent de plus en plus nombreux à l'étranger.

L'immigration n'est pas un choix, c'est un phénomène social causé par l'impérialisme, les guerres, l'exploitation, les dominations, le capitalisme. Quand elle est encouragée et organisée par le patronat, elle permet au capital d'exploiter une main d'œuvre peu qualifiée, corvéable à merci car en situation administrative précaire.

En proposant de durcir les conditions d'accueil et l'accès aux droits des personnes migrantes, le gouvernement va empêcher l'intégration et créer des personnes en situation irrégulière.

Quant au débat sur l'identité nationale, il est amené de manière malhonnête, stigmatisante et excluante. Au contraire, le MJCF défend une vision politique de la nation, organisée autour de services publics forts, garantissant la réussite de toutes celles et tous ceux voulant contribuer à notre projet commun. Ce n'est effectivement pas qu'une question de nationalité, mais d'adhésion à un contrat social commun. En France, c'est la République qui fonde la Nation et pas l'inverse, est Français tout être humain qui s'affirme citoyen et non sujet

Le MJCF revendique l'égalité républicaine qui garantit la dignité de toute personne sur le sol français. Les services publics, l'hébergement d'urgence, le logement social, la santé, l'école, la formation sont la base de cette universalité des droits qui fonde l'intégration des personnes migrantes.

Le MJCF revendique la régularisation des travailleuses et travailleurs sans papiers pour que ces derniers puissent s'intégrer pleinement par un travail stable, utile et émancipateur.

Le MJCF propose de rendre inéligibles les personnes condamnées pour racisme ou antisémitisme.✪

AG

Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse :..... € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL..... VILLE.....

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

L'envoi de troupes en Ukraine serait irresponsable

Emmanuel Macron a dans l'urgence convoqué hier un sommet à Paris réunissant quelques pays européens et le secrétaire général de l'OTAN.

Lors de cette réunion, la France et le Royaume-Uni se sont à nouveau prononcées pour l'envoi de troupes en Ukraine. Cela correspond à une demande du président ukrainien Volodymyr Zelenski qui a évoqué une force européenne de 200 000 hommes en Ukraine.

Ce projet est totalement irréaliste, étant donné la réalité des moyens militaires concrètement disponibles, tant pour notre pays que pour le reste de l'Union européenne. Il est surtout d'une extrême dangerosité et irresponsabilité.

L'envoi sur le terrain de troupes françaises et britanniques reviendrait à faire porter à nos deux pays la charge de l'application du « deal » passé entre Donald Trump et Vladimir Poutine, sans que l'Europe ait eu son mot à dire. Et elle aboutirait à mettre en confrontation directe les deux puissances nucléaires du continent, française et britannique, avec la Russie, au risque de les entraîner dans l'engrenage fatal de l'affrontement. En clair, cette décision signifierait l'engagement direct de l'ensemble

de l'Europe dans une guerre ouverte avec la Russie, sur le sol ukrainien.
Les classes dirigeantes européennes sombrent dans le militarisme et l'interventionnisme le plus outrancier. Elles mettent ainsi en danger la paix de l'Europe et de ses peuples. Et elles sacrifient l'avenir du peuple ukrainien à une stratégie brumeuse sur laquelle il n'aura aucune prise. Leur fébrilité face aux annonces de Donald Trump et à l'ouverture de discussions russo-américaines à Riyad ce mardi n'a d'égale que la lâcheté dont elles ont précédemment fait preuve en s'alignant sur les surenchères guerrières de l'administration Biden. L'autonomie européenne dont elles parlent aujourd'hui n'est rien d'autre que la préparation de la guerre.
Il est grand temps que les nations d'Europe retrouvent leur indépendance et que la France porte souverainement une proposition de paix et de sécurité collective pour le continent.
Il est nécessaire de répondre au plan de Donald Trump qui vise à faire capituler l'Europe, économiquement, industriellement, commercialement et politiquement. Cette réponse ne peut pas être la guerre, mais l'autonomie stratégique européenne pour la paix.
C'est d'autant plus possible, que des pays comme le Brésil, la Chine, l'Afrique du Sud en ont ouvert le chemin à travers leurs propositions ces derniers mois.
L'autonomie européenne pour la paix implique que la France et les pays européens qui le souhaitent prennent enfin une initiative diplomatique pour un cessez-le-feu et pour une paix juste en Ukraine. Une telle paix doit respecter la souveraineté de l'Ukraine et se fonder sur la Charte des Nations unies et les principes de sécurité collective en Europe tels qu'ils ont été définis dans l'acte final de la Conférence d'Helsinki. Cette initiative doit se faire en toute indépendance de l'OTAN et il appartient à la France d'en préparer la sortie. Cette alliance belliciste, qui consacre l'inféodation de notre continent aux vues impérialistes des États-Unis a vocation à être dissoute dans le cadre de la refondation de l'architecture européenne de sécurité collective.
Le Parti communiste français demande l'organisation en urgence d'un débat au Parlement sur les objectifs de la politique française et la sécurité de l'Europe.✪

Fabien Roussel,
secrétaire national du PCF
Le 18 février 2025

Vous pouvez vous la procurer en passant vos commandes sur
https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/

À l'adresse des militantes et des militants
Cause ⋆ commune
SURTOUT NE MANQUEZ PAS !
les deux numéros consacrés aux classes sociales
EN LIGNE C'EST BIEN, EN MAIN C'EST MIEUX !
Le numéro 41 est disponible, et le numéro 42 paraîtra en janvier 2025.
N° 41. Les classes sociales, un outil indispensable pour comprendre la France d'aujourd'hui
Où en est-on de l'analyse des classes sociales en France et dans le monde ? Comment cette question pèse-t-elle sur les actions des organisations qui se prononcent pour la justice sociale, la paix, la planète, et l'abolition du capitalisme ? Comment parvenir à penser la diversité des situations individuelles tout en dotant ces organisations d'expressions mobilisatrices créant du commun ? Ce sera l'objet de deux dossiers successifs de *Cause commune*.
Les numéros 41 et 42 de *Cause commune* peuvent être commandés auprès de votre fédération au prix habituel de 10 € le numéro soit 20€ les deux.
Je commande le n°41 ☐ — Je commande le n°42 ☐ — Je commande les 2 numéros ☐
Prénom ..... Nom .....
Adresse .....
Code Postal ..... Ville .....
Adresse électronique ..... Mobile(*) .....
Bulletin à remettre à un responsable de la fédération
Signature

Communistes
2, place du Colonel-Fabien -Paris 19e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Amado Lebaube, Léna Mons, Rachel Ramadour.
RÉDACTION : Gérard Streiff / Mèl : communistes@pcf.fr
RELECTURE : Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info
(Tél. : 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA